



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 10/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FAIVRE SAS**

10 rue de Motey Besuche  
70140 Montagney

Références : -  
Code AIOT : 0012200031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement FAIVRE SAS implanté Route de Vesoul 70100 Velesmes-Échevanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAIVRE SAS
- Route de Vesoul 70100 Velesmes-Échevanne
- Code AIOT : 0012200031
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société FAIVRE SAS est spécialisée dans la collecte et le négoce de produits agricoles ; ainsi elle

assure :

- la réception par route de céréales (maïs, blé, orge, avoine ...),
- le séchage de céréales humides (maïs, tournesol...) en période de collecte,
- le stockage de céréales,
- la vente de céréales, produits phytosanitaires, engrais, semences et aliments pour le bétail.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie du stockage de GPL	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Nettoyage des poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	7 jours
7	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.1.12	Demande d'action corrective	2 mois
8	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 7.7.5	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques au niveau des silos	AP de Mise en Demeure du 07/09/2022, article 1	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
6	Consignes de sécurité et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure datant du 07/09/22 peut être levée, l'exploitant ayant transmis les justificatifs manquants concernant les événements et surfaces soufflantes du silos.

Le suivi du nettoyage et de la maintenance du silo est réalisé via des fiches de suivi individuelles de chaque installation. L'empoussièrement ne paraît toutefois pas suffisamment maîtrisé, notamment au niveau des cellules ouvertes et l'usage de balai pour seul outil de nettoyage n'est pas satisfaisante et problématique au regard de la remise en suspension des poussières lors du balayage.

L'exploitation dispose de consignes de sécurité et de procédures d'exploitation mais pas de procédure concernant le contrôle du vieillissement des structures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques au niveau des silos

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/09/2022, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evénements et surfaces soufflantes			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
La société FAIVRE SAS dont le siège social est situé 10 rue de Motey Besuche - 70140 MONTAGNEY est mise en demeure pour son site implanté route de Vesoul sur le territoire de la commune VELESMES ECHEVANNE, de respecter sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues à l'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013.			
<b>Constats :</b>			
L'article 8.1.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 962 en date du 12 juin 2013 stipule : "Conformément à l'étude de dangers, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion : <ul style="list-style-type: none"><li>• la toiture des cellules et de la tour est constituée de parois métalliques qui possèdent une grande capacité d'arrachement aux points de fixation ; en cas de surpression, ces bardages seront immédiatement déchirés et laisseront évacuer cette surpression ;</li><li>• les filtres sont équipés d'événements d'explosion. Le positionnement du filtre est tel que l'événement débouche à l'extérieur de la tour dans une zone non fréquentée.</li></ul>			
Localisation	Surface	Pstat (*) (mbar)	Nature des surfaces
Tour de manutention	Surface du toit	100	On considère que les différents étages de la tour constituent un seul et même volume. La couverture est entièrement soufflable.
Cellules métalliques	Surfaces des cellules	100	Cellules ouvertes

			métalliques sous une c o u v e r t u r e e n t i è r e m e n t s o u f f l a b l e .
<p>*Pression statique d'ouverture</p> <p>Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers complétée du site, et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité."</p> <p>Lors de l'inspection du 11/05/2022, les justificatifs des caractéristiques de ces surfaces n'avaient pas été fournis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a transmis le 09/11/2022 à l'inspection une "Note de calcul" réalisée par le constructeur BSI (en date du 18/10/2022) présentant la détermination de la pression résistante des couvertures sur les cellules de stockage et la tour de manutention. La conclusion est la suivante :  <b>"Nous pourrions constater dans cette étude, que sous une surpression d'explosion, les pannes de couverture des cellules ou bien de la tour de manutention, (suivant le lieu de l'explosion), entrainera une détérioration des pannes et par conséquent la ruine de la toiture sous :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une pression de 450 dan/m<sup>2</sup> pour la tour de manutention (soit 45 mbar)</li> <li>• une pression de 248 dan/m<sup>2</sup> pour les cellules de stockage (soit 24,8 mbar).</li> </ul> <p>La mise en demeure peut être levée.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			

## N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maitrise des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 11/05/2022, l'exploitant avait présenté une liste de ses équipements de prévention et de protection incluant les mesures de maîtrise des risques (MMR).</p> <p>Les MMR sont au nombre de 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• permis feu et plan de prévention ;</li> <li>• interdiction de fumer ;</li> <li>• entretien préventif avec enregistrement et contrôle pré collecte ;</li> <li>• installation d'aspiration centralisée des poussières avec temporisation ;</li> <li>• consignes de nettoyage.</li> </ul> <p>La gestion des MMR est assurée par le biais du cahier de maintenance et de la fiche de suivi de la maintenance.</p>

<p>Lors de l'inspection du 06/12/2024, l'exploitant a présenté des fiches individuelles de suivi du séchoir, du cyclone et de l'extérieur du site. Ces fiches ont été mises en place suite à l'inspection de juin 2018 et sont tenus à jour jusqu'à aujourd'hui. Les opérations de maintenance et de nettoyage y sont consignées.</p> <p>La fréquence minimale de nettoyage est de 2 fois par an. Toutefois, le silos ne dispose pas d'installation d'aspiration centralisée des poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'indiquer si la liste des MMR fournie lors de l'inspection du 11/05/2022 constitue la dernière mise à jour. Le cas échéant, l'exploitant précisera en quoi consiste précisément la MMR "Installation d'aspiration centralisée des poussières avec temporisation".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie du stockage de GPL**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.4.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de deux extincteurs à poudre</li> <li>• d'un poste d'eau (bouche, poteau,...) public ou privé, implanté à moins de 200 m du stockage</li> <li>• d'un système d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6l/m<sup>2</sup>/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir doit être obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implanté à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 11/05/2022, il avait été demandé à l'exploitant de fournir le débit d'arrosage de la cuve GPL.</p> <p>L'exploitant a répondu par courriel le 30/09/2022 en indiquant que le test a bien été réalisé et est de 30m<sup>3</sup>/h. Il avait alors été demandé à l'exploitant une mesure en l/m<sup>2</sup>/min.</p> <p>Lors de l'inspection du 06/12/2024, l'exploitant n'a pas pu fournir cette information.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir dans un délai d'un mois le débit d'arrosage de la cuve GPL exprimé en l/m<sup>2</sup>/min.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 4 : Nettoyage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des poussières

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Des consignes de nettoyage sont affichées. Les fréquences de nettoyage indiquées sont les suivantes :

- fosses, redlers, puits élévateurs, boisseaux : régulièrement et surtout fin du printemps et entre chaque récolte de céréales.
- séchoirs : après chaque fin de campagne de séchage
- abord du site : si besoin (ronde)
- cellules : lorsqu'elles sont vides

L'exploitant a indiqué que le responsable du site effectue des rondes quotidiennes.

Les dates de nettoyage sont reportées dans le cahier d'entretien du silo.

Le site ne dispose pas d'aspirateurs ou de centrales d'aspirations. Le nettoyage des poussières s'effectue à l'aide de balais, pelles et karcher. Des consignes particulières concernant l'utilisation de ces outils ne sont toutefois pas précisées.

L'exploitant a indiqué avoir utilisé par le passé un système d'aspiration mais l'ayant jugé inefficace, il a préféré opter pour le balai.

Lors de la visite terrain, un empoussièrement modéré des abords du silo a pu être constaté. Le site dispose d'un marquage visuel au sol au niveau du séparateur : celui était partiellement effacé sous la poussière.

Un empoussièrement très important des cellules ouvertes, des parois en palplanches, des chemins de câbles et gaines a été constaté. Par endroit, la poussière était compactée sur quelques millimètres.

Interrogé à ce sujet, l'exploitant a expliqué qu'étant en période de rentrée du grain dans le silos,

ce niveau d'empoussièrement était normal et inévitable selon lui et qu'un nettoyage global serait effectué lorsque tout le grain sera rentré.

Toutefois, ce niveau d'empoussièrement ainsi que l'utilisation de balai pour seul outil de nettoyage est inacceptable au regard des risques liés à la remise en suspension des poussières et aux phénomènes d'explosion souvent en cause dans les cas d'incident et d'accident de silos.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- s'équiper d'un système d'aspiration efficace pour assurer le nettoyage du silo dans un délai de 1 an.
- produire des consignes particulières écrites concernant l'utilisation du balai en attendant que le système d'aspiration soit mis en place sous un délai de 15 jours.
- produire des consignes particulières écrites concernant l'utilisation exceptionnelle du balai lorsque le système d'aspiration aura été mis en place.

Il est également demandé à l'exploitant de procéder au nettoyage de l'ensemble du silos dans un délai d'une semaine.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 5 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

**Constats :**

L'exploitation est sous la responsabilité d'une personne nommément désignée.

Les attestations des formations suivies par le responsable du site sur ces 5 dernières années ont été présentées. Le responsable est bien formé aux risques particuliers liés à l'activité du silo.

Terre Comtoise fait le relai des formations existantes mais le responsable du site ne dispose pas d'un plan de formation formalisé.

L'exploitant indique qu'il dispose d'un tableau de suivi des formations effectuées. Il lui ai



recommandé d'ajouter un onglet indiquant les dates d'échéances de renouvellement de ces formations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Consignes de sécurité et procédures d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité et procédures d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les <u>consignes de sécurité</u> et les <u>procédures d'exploitation</u> de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> <p>Les consignes de sécurité sont <u>tenuës à jour et affichées</u> dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est <u>interdit de fumer</u>.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'<u>un permis de feu</u>, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation sont affichées dans le bureau du responsable du silo qui y est formé.</p> <p>Des panneaux d'interdiction de fumer sont disposés dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a présenté le classeur comportant l'ensemble des permis de feu délivrés l'année passée. Par sondage, le permis de feu du 03/12/2024 a été regardé en particulier. Ce permis de feu est signé par l'intervenant et par l'exploitant. Il comporte des informations concernant les travaux effectués, le lieu des travaux, les mesures de prévention des risques liés aux travaux par points chauds ainsi que les rondes de surveillance effectuées.</p> <p>Il ne comporte toutefois pas d'information concernant les actions de prévention (ex : vérification de l'absence de matière combustible autour de la zone de travaux, arrêt des moyens de manutention et d'aspiration) et les actions à effectuer après les travaux (surveillance des lieux)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter les formulaires de permis de feu avec les informations concernant les actions de prévention et celles de surveillances après les travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Vieillissement des structures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 8.1.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement des structures
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois des cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (a minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené, et dans le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.
<b>Constats :</b>  Le site ne dispose pas de procédure concernant le vieillissement des structures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de produire une procédure de contrôle du vieillissement des structures du silos devant comporter a minima des contrôles visuels des parois des cellules et de veiller à ce que le responsable du site y soit formé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2013, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. [...] Un exemplaire du P.O.I doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. Il est diffusé a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• au SDIS</li><li>• à l'inspection des installations classées en double exemplaire,</li><li>• au SDIPC de la préfecture de Haute-Saône</li></ul> L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir : <ul style="list-style-type: none"><li>• La recherche d'amélioration des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ L'organisation des tests périodiques (au moins tous les trois ans) du dispositif et/ou moyens d'interventions,</li><li>◦ la formation du personnel intervenant</li></ul></li></ul>

- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations
- la prise en compte des résultats dans l'étude de dangers
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I qui peut être coordonné avec les actions citées ci-dessus
- la mise à jour systématiques du P.O.I en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue de chaque exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'action, est tenu à la disposition des installations classées.

#### **Constats :**

Le site dispose d'un P.O.I dont la dernière version mise à jour date du 20/11/2023.

Il n'a pas été diffusé auprès du SDIPC de la préfecture de Haute-Saône et l'exploitant n'était pas certain qu'il ait été diffusé au SDIS.

Les exercices suivants ont été réalisés au cours des années passées :

- 28/11/2019 : fuite de gaz cuve GPL
- 01/12/2020 : surpression échauffement séchoir avec intervention du SDIS
- 13/05/2020 : exercice de déversement de produits phytos

En 2023, les pompiers de Velesmes-Echevannes sont venus en repérage des lieux et des points d'eaux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre son POI au SDIPC de la préfecture de Haute-Saône ainsi qu'au SDIS 70.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois